

Tendances conjoncturelles

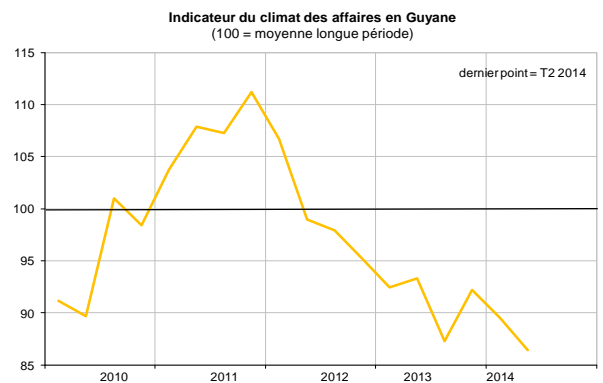
2^e trimestre 2014

LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE EN GUYANE

L'indicateur du climat des affaires au plus bas

La dégradation de l'indicateur du climat des affaires (ICA) se poursuit au deuxième trimestre (-3,1 points). A 86,4 points, il reste toujours en deçà de sa moyenne de longue période (-13,6 points). Cette dégradation s'explique principalement par la détérioration de l'activité et de la trésorerie pressentie pour le troisième trimestre.

Alors que la consommation des ménages se maintient, la détérioration du marché du travail se poursuit et les intentions d'investir des chefs d'entreprise sont en recul après avoir connu une progression au trimestre précédent.



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

L'activité se dégrade dans la plupart des secteurs à l'exception du secteur primaire et des services marchands.

En ce qui concerne les perspectives d'activité pour le troisième trimestre 2014, celles-ci restent mal orientées, hormis pour le secteur des services marchands.

PRÉVISION DE CROISSANCE

Dans son rapport publié en juin 2014, la Banque mondiale prévoit une progression de l'activité au sein de la zone Amérique latine-Caraïbe à un rythme plus modéré de 1,9 % en 2014 (après + 2,5 % l'année précédente) puis à 2,9 % et 3,5 % respectivement en 2015 et 2016. Ce ralentissement pourrait avoir plusieurs facteurs d'explication : la stabilité voir la baisse, dans certains cas, des prix des produits de base, le ralentissement de la croissance aux Etats-Unis et en Chine et les problèmes intérieurs. Au contraire, des pays comme le Pérou, la Bolivie, le Panama continuent d'afficher des taux de croissance supérieurs à 5 %.

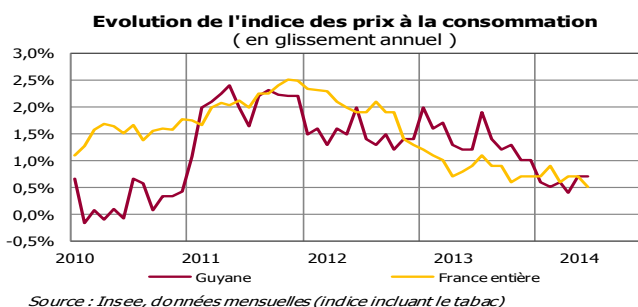
DÉGRADATION DE LA NOTE SOUVERAINE DU BRÉSIL

L'agence de notation Standard & Poor's a abaissé d'un cran la note de solvabilité du Brésil, de « BBB » à « BBB- » en pointant la faible croissance économique et « les dérapages budgétaires ». Cette annonce place le Brésil à un cran au dessus de la catégorie « spéculative » : une nouvelle dégradation placerait les emprunts souverains brésiliens dans la catégorie des investissements risqués. L'agence américaine insiste sur les faiblesses structurelles du Brésil, notamment le manque d'investissement en 2013 (18 % du PIB), les investissements directs étrangers moins importants qui fragilisent les comptes extérieurs et un recul de la croissance du marché du travail.

Légère hausse des prix

En juin 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en légère hausse, de 0,1 % sur le trimestre. L'augmentation des prix de l'alimentation (+0,9 %) et de l'énergie (+0,9 %) est atténuée par la baisse des prix des services (-0,2 %) et des produits manufacturés (-0,4 %).

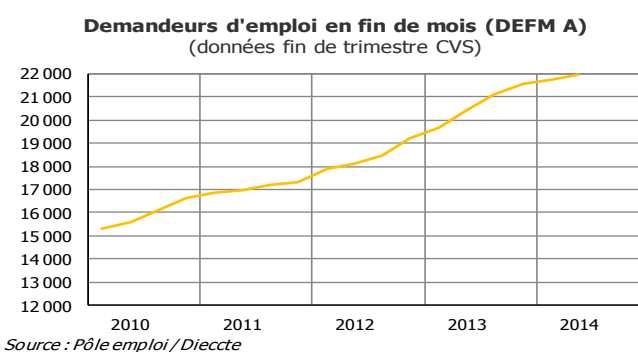
Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,6 %, en raison des variations constatées sur les prix de l'alimentation (+2,2 %) et des services (+0,5 %).



Nouvelle dégradation du marché de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi (DEFM catégorie A) affiche une hausse de 1,2 % à juin 2014, en glissement trimestriel. Le nombre total de personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus d'un an progresse de 3,7 % alors que celui des allocataires est en léger recul (-0,2 %).

Selon les données de Pôle emploi, après un recul de 3,1 % à fin mars 2014, les « entrées » en catégories A, B et C à juin 2014 progressent de 1,6 % du fait de la hausse des licenciements pour motif économique (+42,3 %). En parallèle, la réduction des « sorties » (-4,6 %) s'explique à la fois par une diminution des démarches actives de retour à l'emploi (reprises d'emplois déclarés : -27 %) et par un ralentissement



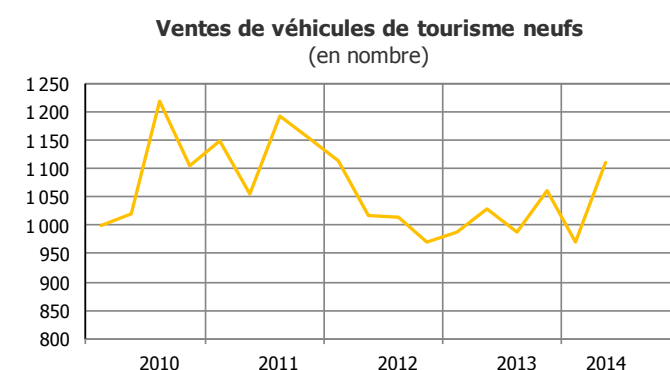
significatif des radiations administratives (+12,7 % à juin 2014 contre +61,3 % à mars 2014).

Les offres d'emploi collectées diminuent de 4,7 % au cours du deuxième trimestre 2014 après avoir déjà enregistré une baisse de 37,5 % au trimestre précédent. Ce repli est dû à une réduction sensible des offres d'emploi durables (6 mois ou plus, -13,3 %) non compensée par la hausse des offres d'emploi non durables (moins de 6 mois, +17,3 %).

La consommation des ménages se maintient

La consommation des ménages se maintient globalement au deuxième trimestre. Les importations de biens de consommation courante et les ventes de véhicules de tourisme progressent respectivement de 6,8 % (CVS) et 14,5 % (CVS). Celles des biens d'équipement électriques et ménagers reculent en revanche de 56,6 % (CVS). Pour sa part, l'encours des crédits à la consommation croît légèrement (+0,2 %).

Les indicateurs de vulnérabilité sont mitigés puisqu'on constate simultanément une quasi stabilité du nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (+0,2 %) et une diminution du nombre de retraits de cartes bancaires de 42,3 %.



Sources : Somafi, CVS/CJOIedom

Contraction de l'investissement

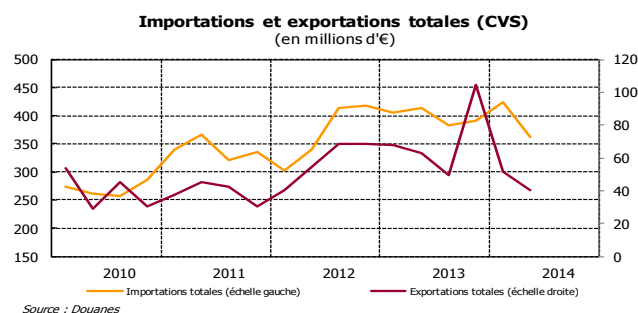
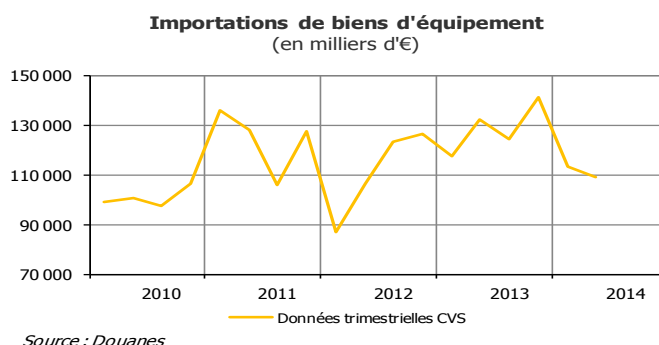
L'évolution des indicateurs relatifs à l'investissement des entreprises fait à nouveau ressortir une baisse au deuxième trimestre de l'année. Les importations de biens d'équipement (-3,8 % CVS), et les créations d'entreprises (-10,1 %) reculent. De plus, les ventes de véhicules utilitaires se sont également contractées (-1,9 %).

En dépit du léger redressement observé en début d'année, les intentions d'investir à un an se dégradent à nouveau. Seuls les secteurs primaire et services marchands devraient augmenter leur investissement d'ici les douze prochains mois. Après avoir été en repli durant trois trimestres, les prévisions d'investissement dans le secteur de la construction restent dégradées mais dans une moindre mesure que les trimestres précédents.

Diminution des échanges extérieurs

Les exportations fléchissent au deuxième trimestre (-21,2 % CVS) du fait principalement de la baisse des exportations de matériels de transports et de machines industrielles. Seules les exportations de produits métallurgiques et métalliques progressent.

Les importations sont également en retrait sur le trimestre (-14,7 % CVS), en raison notamment de la baisse des importations de produits pétroliers raffinés, de produits de l'industrie chimique et de biens d'équipement.



DÉGRADATION DANS LA MAJORITÉ DES SECTEURS

Dans le secteur de l'**élevage**, les importations de bovins augmentent de 11,6 % CVS et celles de porcins diminuent de 0,2 % pour ce trimestre. La demande intérieure sur ces produits reste soutenue puisqu'une hausse est observée tant sur les abattages de bovins (+12,4 % CVS) que de porcins (+6,0 % CVS). Dans le secteur de la **pêche**, les exportations de crevettes progressent de façon significative (+59,8 % CVS) après un recul important constaté au deuxième trimestre. Les exportations de poissons pour leur part restent en retrait (-21,1 % CVS).

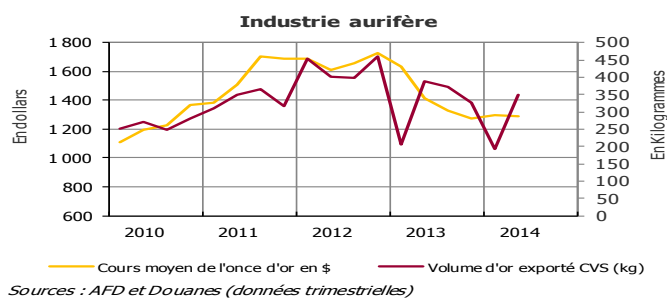
La bonne santé du **secteur primaire et des industries agroalimentaires** est confirmée par les chefs d'entreprise qui notent un accroissement de leur activité. Toutefois, malgré une légère amélioration des délais de paiement, la trésorerie reste impactée. Dans ce contexte, en dépit d'un optimisme amoindri quant à l'évolution de l'activité pour les prochains mois, les chefs d'entreprise entendent accroître leurs investissements.

Dans le secteur de la **construction**, après avoir enregistré une baisse sensible au trimestre précédent, l'activité reste encore dégradée mais moins fortement qu'au trimestre précédent. Ainsi, les ventes de ciments (hors liants et fillers) progressent légèrement (0,6 % CVS). On observe une réduction des délais de paiement ainsi qu'un allègement du poids des charges. Les prévisions d'investissement se détériorent mais moins fortement qu'au trimestre précédent. Par ailleurs, comme au premier trimestre de l'année, la trésorerie continue à se dégrader. L'incertitude sur l'évolution de la conjoncture est de nature à accentuer la prudence des chefs d'entreprise sur les perspectives d'activité.

L'activité **industrielle** se dégrade au deuxième trimestre et les professionnels du secteur anticipent une nouvelle baisse de leur activité pour le troisième trimestre. Malgré l'allègement du poids des charges et la réduction des délais de paiements, la trésorerie ne cesse de se détériorer et ce, depuis trois trimestres consécutifs.

Le rythme de l'activité **spatiale** est stable au deuxième trimestre. Deux tirs ont permis la mise en orbite de deux satellites contre deux tirs et quatre satellites au premier trimestre. En revanche, sur un an, l'activité a été réduite d'un tiers sur le nombre de tirs effectués, et de trois quarts sur le nombre de satellites lancés.

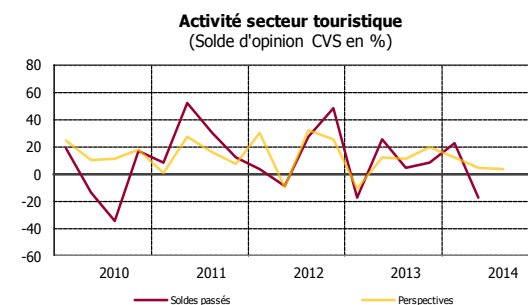
Dans le secteur **aurifère**, les exportations en volume et en valeur augmentent sensiblement, respectivement de 80,6 % CVS et de 32,2 % CVS, et ce malgré un léger recul du cours de l'once d'or.



Le courant d'affaires du secteur du **commerce** reste dégradé au deuxième trimestre mais dans une moindre mesure par rapport au trimestre précédent. La réduction des délais de paiement et l'allègement des charges conjugué à la hausse des prix ont eu pour effet d'améliorer la trésorerie des entreprises. Toutefois, les chefs d'entreprise n'entrevoient pas d'amélioration durable de leur trésorerie et de leur activité.

Le rythme de progression de l'activité dans le secteur des **services marchands** enregistre un ralentissement. Bien que l'étirement des délais de paiement se poursuive, la trésorerie ne semble pas être affectée et reste en amélioration. Les professionnels anticipent une stabilisation de leur activité au prochain trimestre.

Le secteur du **tourisme** est marqué par un net recul de l'activité. Les professionnels se montrent pessimistes sur l'évolution des charges, des délais de paiement ainsi que de la trésorerie. En dépit de ce contexte économique défavorable, ils anticipent une stabilisation de leur activité au troisième trimestre mais n'envisagent toutefois pas d'investir à l'horizon d'un an. En écho aux opinions des chefs d'entreprise, le nombre de passagers diminue de 1,1% CVS au deuxième trimestre.



Source : enquête de conjoncture de l'IEDOM

ÉCONOMIE MONDIALE : UNE REPRISE INÉGALE

La croissance mondiale a marqué le pas au premier trimestre 2014, le taux de croissance annuel s'inscrivant à 2,8 % contre 3,8 % au deuxième semestre 2013. Le FMI a ainsi révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2014, dans un contexte d'aggravation des risques géopolitiques et de perspectives moins optimistes de plusieurs pays émergents. Après 3,2 % en 2013, la croissance mondiale atteindrait 3,4 % en 2014 puis 4 % en 2015.

La croissance économique a rebondi au deuxième trimestre 2014 aux États-Unis après le ralentissement enregistré au premier trimestre, dû à une importante correction des stocks et un hiver rigoureux. Les perspectives de l'économie américaine demeurent favorables, du fait d'un rééquilibrage budgétaire plus modéré et d'une politique monétaire accommodante. La reprise de l'investissement devrait être limitée. Le FMI a de nouveau abaissé sa prévision de croissance aux États-Unis à 1,7 % en 2014 après 1,9 % en 2013.

Le PIB de la zone euro est resté stable au cours du deuxième trimestre 2014 après une progression de 0,2 % au trimestre précédent. En particulier, le PIB de l'Allemagne a baissé de 0,2 % au deuxième trimestre en raison d'une contribution négative du commerce extérieur et de la baisse des investissements. Selon le FMI, les risques baissiers demeurent préoccupants. Des chocs défavorables pourraient causer une inflation durablement faible ou une baisse des prix. Après deux années de contraction du PIB, le rythme de croissance passerait à 1,1 % en 2014 mais resterait inégal dans la région.

La France a vu son PIB en volume stagner au deuxième trimestre 2014, comme au premier trimestre. Cette évolution s'explique, à l'instar de l'Allemagne, par un nouveau recul de l'investissement des entreprises et un ralentissement des exportations. Le FMI prévoit une croissance de 0,7 % en 2014 après 0,3 % en 2013.

D'après les projections du FMI, la croissance des pays émergents et des pays en développement devrait légèrement ralentir, à 4,6 % en 2014 et serait suivie d'un rebond à 5,2 % en 2015. En particulier, le ralentissement progressif des performances de l'économie chinoise s'explique par un fléchissement de la demande intérieure lié à la maîtrise de l'expansion du crédit. La croissance devrait également ralentir fortement en Russie, les tensions géopolitiques affaiblissant la demande. Dans les autres pays émergents, le repli de la demande explique une moindre progression de l'investissement et un ralentissement de la croissance.

Sources : FMI, BCE, Eurostat, INSEE

Les annexes statistiques sont maintenant téléchargeables sur le site www.iedom.fr

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Achévé d'imprimer : 15 septembre 2014 – Dépôt légal : Septembre 2014 – ISSN 1952-9619